

ANNEXE 6

LOI 2009 - 1437 DU 24 NOVEMBRE 2009

RELATIVE À L'ORIENTATION ET À LA FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE

La modification concernant la gratification des stagiaires effectuant un stage de plus de deux mois dans les administrations et les établissements publics de l'Etat concerne à présent les entreprises privées.

En effet la publication au Journal Officiel du mercredi 25 novembre 2009 de la loi 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie modifie cet aspect.

L'article 30 de la dite loi concerne plus particulièrement les Universités et modifie l'article 9 de la loi 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.

Cela signifie concrètement :

- D'une part que les stages hors cursus pédagogique sont interdits. Un décret précisera les modalités d'application de l'article 9.
- D'autre part que les stagiaires ont droit à une rémunération lorsque la durée du stage dépasse 2 mois au lieu de 3 jusqu'à présent.

Montant de la gratification :

Tous les stages (cursus ou hors cursus) sont soumis aux mêmes règles et bénéficient d'une franchise de cotisations et contributions sociales calculée sur la base du plafond journalier de la sécurité sociale (12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale soit 417,09 € par mois à compter du 1er janvier 2010 pour une présence égale à la durée légale du travail).

Seule la part de gratification qui excède le montant de la franchise est soumise aux cotisations et contributions salariales et patronales de sécurité sociale (les contributions d'assurance chômage et de retraite complémentaire ne sont pas dues).

Les stagiaires ne s'ouvrent de droits sociaux qu'au titre des sommes qu'ils perçoivent au delà de 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale. Des cotisations sont perçues sur le différentiel entre le montant de la gratification et 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale et des droits à la retraite sont ouverts dans les conditions de droit commun.

Cette disposition est applicable dès à présent.

A noter : Collectivités territoriales et fonction publique hospitalière ne sont pas encore concernées.

Pour en savoir plus :

www.legifrance.gouv.fr